

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sainte-Cécile-de-Milton

Code géographique : 47055

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), PIERRE BELL, atteste la véracité du rapport financier

de Sainte-Cécile-de-Milton pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-04-07

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15, 16, 23 et 25 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l (1)
Granby, Québec

(1) FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique no A104299

DATE 2016-04-07

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	2 012 344	2 044 960		2 044 960	2 091 628
Compensations tenant lieu de taxes	2	21 885	18 414		18 414	16 577
Quotes-parts	3					
Transferts	4	550 562	111 475		111 475	136 827
Services rendus	5	126 672	145 382		145 382	141 543
Imposition de droits	6	69 000	89 749		89 749	80 975
Amendes et pénalités	7	9 000	15 128		15 128	12 361
Intérêts	8	20 000	28 453		28 453	32 593
Autres revenus	9		51 242		51 242	50 007
	10	2 809 463	2 504 803		2 504 803	2 562 511
Investissement						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					
Transferts	13		478 639		478 639	12 000
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14					
Autres	15					23 716
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17		478 639		478 639	35 716
	18	2 809 463	2 983 442		2 983 442	2 598 227
Charges						
Administration générale	19	519 132	448 608	50 341	498 949	512 930
Sécurité publique	20	351 160	346 504	33 235	379 739	373 675
Transport	21	461 338	415 562	244 490	660 052	598 843
Hygiène du milieu	22	290 560	276 115		276 115	280 077
Santé et bien-être	23	2 116	1 644		1 644	994
Aménagement, urbanisme et développement	24	118 353	154 697		154 697	166 453
Loisirs et culture	25	282 807	230 177	24 189	254 366	247 513
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	22 348	17 769		17 769	19 494
Amortissement des immobilisations	28	374 539	352 255	(352 255)		
	29	2 422 353	2 243 331		2 243 331	2 199 979
Excédent (déficit) de l'exercice	30	387 110	740 111		740 111	398 248

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	387 110	740 111	398 248
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 478 639 ) (	) ( 35 716)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	387 110	261 472	362 532
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	374 539	352 255	308 676
Produit de cession	5		3 895	
(Gain) perte sur cession	6		(1 242)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	374 539	354 908	308 676
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		13 378	93 258
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		13 378	93 258
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	46 400 ) (	60 833 ) (	48 943)
	18	(46 400)	(60 833)	(48 943)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	668 233 ) (	32 807 ) (	198 088)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	(47 016)	(82 016)	(72 016)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(715 249)	(114 823)	(270 104)
	26	(387 110)	192 630	82 887
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		454 102	445 419

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		478 639	35 716
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	(15 000)	(13 833)	(570)
Sécurité publique	3	(20 000)	(17 806)	(121 241)
Transport	4	(740 319)	(496 758)	(1 813 360)
Hygiène du milieu	5	()	()	()
Santé et bien-être	6	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(10 000)	(8 261)	(90 086)
Loisirs et culture	8	()	()	()
Réseau d'électricité	9	()	()	()
	10	(785 319)	(536 658)	(2 025 257)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	()	()	(93 258)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12	()	()	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			121 241
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	668 233	32 807	198 088
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			1 718 470
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		17 640	45 000
	18	668 233	50 447	1 961 558
	19	(117 086)	(486 211)	(35 716)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(117 086)	(7 572)	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	444 998	403 263	385 960
Charges sociales	2	76 036	68 863	58 926
Biens et services	3	1 055 820	1 018 628	1 040 837
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	16 348	14 113	16 773
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	6 000	3 656	2 721
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	382 187	366 896	365 844
Autres	10	16 525	15 657	18 242
Autres organismes	11	49 900		2 000
Amortissement des immobilisations	12	374 539	352 255	308 676
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	2 422 353	2 243 331	2 199 979

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	2 012 344	2 044 960	2 091 628
Compensations tenant lieu de taxes	2	21 885	18 414	16 577
Quotes-parts	3			
Transferts	4	550 562	590 114	148 827
Services rendus	5	126 672	145 382	141 543
Imposition de droits	6	69 000	89 749	80 975
Amendes et pénalités	7	9 000	15 128	12 361
Intérêts	8	20 000	28 453	32 593
Autres revenus	9		51 242	73 723
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	2 809 463	2 983 442	2 598 227
Charges				
Administration générale	12	531 287	498 949	512 930
Sécurité publique	13	351 160	379 739	373 675
Transport	14	823 722	660 052	598 843
Hygiène du milieu	15	290 560	276 115	280 077
Santé et bien-être	16	2 116	1 644	994
Aménagement, urbanisme et développement	17	118 353	154 697	166 453
Loisirs et culture	18	282 807	254 366	247 513
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	22 348	17 769	19 494
	21	2 422 353	2 243 331	2 199 979
Excédent (déficit) de l'exercice	22	387 110	740 111	398 248
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		7 594 088	7 195 840
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		7 594 088	7 195 840
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		8 334 199	7 594 088

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget	Réalizations	
		2015	2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	387 110	740 111	398 248
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	785 319 ) (	536 658 ) (	2 025 257)
Produit de cession	3		3 895	
Amortissement	4	374 539	352 255	308 676
(Gain) perte sur cession	5		(1 242)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(410 780)	(181 750)	(1 716 581)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		13 378	
Variation des stocks de fournitures	9		(646)	(531)
Variation des autres actifs non financiers	10		3 760	(2 142)
	11		16 492	(2 673)
	12	(23 670)	574 853	(1 321 006)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(23 670)	574 853	(1 321 006)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		60 631	1 381 637
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		60 631	1 381 637
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		635 484	60 631

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	562 975	525 886
Placements temporaires	2		10 242
Débiteurs (note 5)	3	792 211	340 161
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		10 446
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	1 355 186	886 735
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	155 893	202 770
Revenus reportés (note 12)	13	16 163	11 535
Dette à long terme (note 13)	14	547 646	611 799
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	719 702	826 104
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	635 484	60 631
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	7 483 492	7 301 742
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	207 462	220 840
Stocks de fournitures	20	4 611	3 965
Autres actifs non financiers (note 17)	21	3 150	6 910
	22	7 698 715	7 533 457
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	8 334 199	7 594 088

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	740 111	398 248
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	352 255	308 676
Autres			
- Gain sur disposition	3	(1 242)	
-	4		
	5	1 091 124	706 924
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(452 050)	223 551
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(46 877)	(58 733)
Revenus reportés	9	4 628	(11 420)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	13 378	
Stocks de fournitures	12	(646)	(531)
Autres actifs non financiers	13	3 760	(2 142)
	14	613 317	857 649
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(536 658)	(2 025 257)
Produit de cession	16	3 895	
	17	(532 763)	(2 025 257)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21	10 446	(205)
Variation nette des placements temporaires	22	10 242	760 237
	23	20 688	760 032
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	274 500	121 241
Remboursement de la dette à long terme	25	(335 333)	(48 943)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(3 320)	567
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(64 153)	72 865
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	37 089	(334 711)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	525 886	860 597
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	562 975	525 886

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton ("Municipalité") est constituée en vertu du Code Municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales [par organismes] présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

C) Actifs financiers

S/O

D) Passifs

DETTE À LONG TERME

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

REVENUS REPORTÉS

Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectuées.

E) Actifs non financiers

PROPRIÉTÉS DESTINÉES À LA REVENTE

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	20 ans
Autres - Infrastructures	13.33 ans
Bâtiments	20 ans
Véhicules	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	20 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans
Autres	10 ans

L'amortissement des immobilisations est inclus aux charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

CONSTATATION DES REVENUS

Les taxes foncières sont constatées lors du dépôt du rôle de perception;

Les taxes foncières afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

AFFECTATIONS

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant les excédents de fonctionnement non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliation à des fins fiscales.

FONDS RÉSERVÉS

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Le fonds réservé - Parcs et terrains de jeux est constitué de sommes d'argent reçues en vue d'acquérir ou d'aménager des terrains à des fins de parcs, terrains de jeux ou d'espaces naturels suite à une exemption accordée à un promoteur d'un développement domiciliaire de son obligation de céder gratuitement des terrains à la Municipalité.

Le fonds réservé - Entretien des cours d'eau est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de pourvoir aux dépenses relatives à l'entretien et l'aménagement des cours d'eau qui se situe sous la juridiction de la Municipalité.

Le fonds réservé - Fonds de roulement est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Municipalité d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisation et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

Le fonds réservé - Panneau d'affichage est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre l'acquisition d'un panneau d'affichage.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

UTILISATION D'ESTIMATION

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que l'administration municipale formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les principaux éléments qui nécessitent l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont:

- Les durées de vie utile des immobilisations aux fins de l'amortissement;
- Les provisions à l'égard des passifs et des débiteurs

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 217 264	187 750
Placements temporaires	2	10 242
Placements de portefeuille	3	10 446

Note

L'encaisse affectée correspond à un compte bancaire.

5. Débiteurs		
Taxes municipales	4 191 111	207 447
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6 137 962	35 157
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7 376 547	1 250
Organismes municipaux	8 37 214	54 975
Autres		
- Mutations et intérêts	9 26 978	38 954
- Autres comptes à recevoir	10 22 399	2 378
	11 792 211	340 161

Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15	

Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs

	16	
--	----	--

Note

6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	

Note

7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	10 446
	24	10 446

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	_____
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	_____

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires

11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	111 791	81 824
Salaires et avantages sociaux	38	8 892	17 890
Dépôts et retenues de garantie	39	25 933	93 669
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Intérêts courus à payer	43	5 048	5 383
- Gouvernement du Québec	44	4 229	4 004
-	45		
-	46		
-	47		
	48	155 893	202 770

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50	12 810	7 580
Autres			
- Autres	51	3 353	3 955
-	52		
	53	16 163	11 535

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,65	2,75	2018	2020	54	379 300	425 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux	2,00	2,75	2017	2019	59	173 366	187 799
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	552 666	613 499
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(5 020)	(1 700)
					64	547 646	611 799

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>					<u>Total 2015</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2016	65	73	49 000	81	90	14 804	98	63 804
2017	66	74	50 400	82	91	15 278	99	65 678
2018	67	75	51 700	83	92	65 679	100	117 379
2019	68	76	16 300	84	93	11 864	101	28 164
2020	69	77	16 800	85	94	65 741	102	82 541
2021 et +	70	78	195 100	86	95		103	195 100
	71	79	379 300	87	96	173 366	104	552 666
Intérêts et frais accessoires				88	()		105	()
	72	80	379 300	89	97	173 366	106	552 666

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	60 631
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	60 631

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	139		166		193		
Eaux usées	112	140		167		194		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	7 354 703	141	488 282	168	3 895	195	7 839 090
Autres	114	483 789	142	169		196		483 789
Réseau d'électricité	115	143		170		197		
Bâtiments	116	1 368 522	144	2 519	171	198		1 371 041
Améliorations locatives	117	145		172		199		
Véhicules	118	332 346	146	173		200		332 346
Ameublement et équipement de bureau	119	87 781	147	11 314	174	13 258	201	85 837
Machinerie, outillage et équipement divers	120	188 522	148	175		202		188 522
Terrains	121	239 094	149	8 261	176	(904)	203	248 259
Autres	122	34 567	150	17 806	177	204		52 373
	123	<u>10 089 324</u>	151	<u>528 182</u>	178	<u>16 249</u>	205	<u>10 601 257</u>
Immobilisations en cours	124	<u>14 469</u>	152	<u>8 476</u>	179	<u>904</u>	206	<u>22 041</u>
	125	<u>10 103 793</u>	153	<u>536 658</u>	180	<u>17 153</u>	207	<u>10 623 298</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	154		181		208		
Eaux usées	127	155		182		209		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	1 796 089	156	223 636	183	3 895	210	2 015 830
Autres	129	196 786	157	24 190	184	211		220 976
Réseau d'électricité	130	158		185		212		
Bâtiments	131	452 186	159	37 796	186	213		489 982
Améliorations locatives	132	160		187		214		
Véhicules	133	118 116	161	33 235	188	215		151 351
Ameublement et équipement de bureau	134	83 898	162	12 544	189	10 605	216	85 837
Machinerie, outillage et équipement divers	135	131 960	163	18 361	190	217		150 321
Autres	136	23 016	164	2 493	191	218		25 509
	137	<u>2 802 051</u>	165	<u>352 255</u>	192	<u>14 500</u>	219	<u>3 139 806</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>7 301 742</u>					220	<u>7 483 492</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233	207 462	220 840
	234	207 462	220 840
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	207 462	220 840

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	3 150	6 910
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	3 150	6 910

Note**18. Obligations contractuelles****LOISIRS**

La Municipalité a contracté un engagement relatif aux activités de loisirs culturels et sportifs se terminant le 31 juillet 2017 selon le nombre d'utilisateurs et le taux annuel (31\$ en 2016, 32\$ en 2017).

NEIGE

La Municipalité s'est engagée à verser 150 109 \$ en 2016, 153 721 \$ en 2017 et 139 678 \$ en 2018 pour un montant total de 443 508 \$ relativement à des contrats d'enlèvement de la neige.

PAVILLON GÉVRY-LUSSIER

La Municipalité s'est engagée à verser une contribution financière sous forme d'un crédit annuel de taxes foncières jusqu'à un maximum de 0,85 \$ par 100 \$ d'évaluation foncière, pour une durée de 25 ans échéant en 2034.

La Municipalité s'est aussi engagée à exécuter les travaux d'entretien du terrain du Pavillon Gévry-Lussier pour une période de 10 ans échéant en 2019.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

EMPRUNT TEMPORAIRE

La Municipalité dispose de deux lignes de crédit d'un montant total de 750 000\$. Les montants prélevés portent intérêt au taux préférentiel plus 0.50% (3.2 % au 31 décembre 2015) et sont payables mensuellement. Au 31 décembre 2015, les lignes de crédit étaient inutilisées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

L'opinion de l'auditeur indépendant ne porte pas sur le budget présenté à titre comparatif.

22. Instruments financiers

S/O

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015		2014
Encaisse	241	562 975		525 886
Découvert bancaire	242	()	()	
Placements temporaires	243			10 242
<i>Ajouter</i>				
-	244			
-	245			
-	246			
-	247			
<i>Déduire</i>				
- Placement temporaire	248	()	()	10 242)
-	249	()	()	
-	250	()	()	
-	251	()	()	
-	252	()	()	
-	253	()	()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)				
à la fin de l'exercice	254	562 975		525 886

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

	255	274 500		
--	-----	---------	--	--

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	266	
Placements de portefeuille	267	
Débiteurs	268	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269	
Provision pour moins-value	270	() ()
	271	
	272	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	273	
Revenus reportés	274	
Dette à long terme	275	
	276	
Solde du Fonds local d'investissement	277	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278	
Supportant les engagements de prêts	279	
Supportant les garanties de prêts	280	
	281	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	() (
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 909 529	455 427
Excédent de fonctionnement affecté	2	
Réserves financières et fonds réservés	3 293 954	229 578
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 () ()	
Financement des investissements en cours	5 (7 572)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 7 138 288	6 909 083
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 8 334 199	7 594 088
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 909 529	455 427
Organismes contrôlés	10	
	11 909 529	455 427
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26	
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 216 184	186 808
Fonds parcs et terrains de jeux	34 17 770	17 770
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
- Panneau d'affichage	41 10 000	
-	42	
- Entretien cours d'eau	43 50 000	25 000
-	44	
	45 293 954	229 578
	46 293 954	229 578

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres	59 () ()	()
-	60 () ()	()
-	61 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 () ()	()
	64 () ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	()
Investissements à financer	66 (7 572) ()	()
	67 (7 572)	()
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 7 483 492	7 301 742
Propriétés destinées à la revente	69 207 462	220 840
Prêts	70	()
Placements à titre d'investissement	71	()
Participations dans des entreprises municipales	72	()
	73 7 690 954	7 522 582
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 547 646	611 799
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 5 020	1 700
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 () ()	()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	()
	79 552 666	613 499
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	()
	81 552 666	613 499
	82 7 138 288	6 909 083

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	_____
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	93 _____	_____

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 Oui
 95 Non

	2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96 _____	_____

Description du régime

	2015	2014
Cotisations des élus au RREM	97 _____	_____
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	98 _____	_____
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99 _____	_____
	100 _____	_____

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dettes à long terme	1	552 666
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	7 572
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	560 238
---	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	560 238
------------------------------	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	91 766
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	652 004
------------------------------------	----	---------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	652 004
---	----	---------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 682 017	1 703 795	1 714 963
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	106 446	23 699	23 606
Activités de fonctionnement	3		84 019	83 512
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 788 463	1 811 513	1 822 081
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	170 750	133 319	169 016
Autres				
-Fosses sceptiques	14	53 131	53 791	53 135
-Éco-centre	15		38 808	38 478
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		7 529	8 918
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	223 881	233 447	269 547
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	223 881	233 447	269 547
	26	2 012 344	2 044 960	2 091 628

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	21 885	18 414
	35	21 885	18 414
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	21 885	18 414
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	21 885	18 414
			16 577

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	522 319	88 362
Enlèvement de la neige	58	6 243	6 225
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	16 888	46 215
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	22 000	
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	550 562	111 475
			136 827

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	478 639	12 000
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	478 639	12 000

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139 550 562	590 114	148 827

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141	58 316	56 297
Autres	142		
	52 972		
	143	58 316	56 297
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147	8 026	3 375
	148	8 026	3 375
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	66 342	59 672

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	7 700	17 568	17 864
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190		1 100	200
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	66 000	60 372	63 807
Réseau d'électricité	194			
	195	73 700	79 040	81 871
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	126 672	145 382	141 543
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	4 500	8 044	4 647
Droits de mutation immobilière	198	60 000	81 705	76 328
Droits sur les carrières et sablières	199	4 500		
Autres	200			
	201	69 000	89 749	80 975
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	9 000	15 128	12 361
INTÉRÊTS	203	20 000	28 453	32 593
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		1 242	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		50 000	50 007
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			23 716
Autres contributions	210			
Autres	211			
	212		51 242	73 723

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	75 475	71 777		71 777	78 414
Application de la loi	2	2 000				
Gestion financière et administrative	3	236 324	213 524	50 341	263 865	260 672
Greffe	4	10 728	19 787		19 787	21 404
Évaluation	5	35 437	35 445		35 445	32 286
Gestion du personnel	6	15 000				
Autres	7	144 168	108 075		108 075	120 154
	8	519 132	448 608	50 341	498 949	512 930
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	194 508	192 623		192 623	192 213
Sécurité incendie	10	124 717	119 907	33 235	153 142	147 959
Sécurité civile	11	28 935	33 089		33 089	32 726
Autres	12	3 000	885		885	777
	13	351 160	346 504	33 235	379 739	373 675
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	266 199	221 538	244 490	466 028	413 959
Enlèvement de la neige	15	145 100	141 141		141 141	135 499
Éclairage des rues	16	10 200	10 689		10 689	9 186
Circulation et stationnement	17	15 000	17 678		17 678	13 981
Transport collectif						
Transport en commun	18	10 929	10 928		10 928	13 564
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	13 910	13 588		13 588	12 654
	22	461 338	415 562	244 490	660 052	598 843

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	<u>Budget 2015</u>		<u>Réalisations 2015</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2014</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	129 437	124 159		124 159	122 454
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	144 185	74 547		74 547	75 231
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31		62 448		62 448	54 977
Traitement	32					
Matériaux secs	33	4 435				
Autres	34	1 250				
Plan de gestion	35		4 435		4 435	7 119
Autres	36					
Cours d'eau	37	5 729	5 902		5 902	16 615
Protection de l'environnement	38	5 524	4 624		4 624	3 681
Autres	39					
	40	290 560	276 115		276 115	280 077
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	2 116	1 028		1 028	994
Sécurité du revenu	42					
Autres	43		616		616	
	44	2 116	1 644		1 644	994
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	96 062	132 406		132 406	149 330
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	22 291	22 291		22 291	17 123
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	118 353	154 697		154 697	166 453

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	28 350	22 368	24 189	46 557
Patinoires intérieures et extérieures	54	5 200	3 649		3 649
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56	41 440	31 609		31 609
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58		34 282		34 282
Autres	59	206 946	137 616		137 616
	60	281 936	229 524	24 189	253 713
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64	871	653		653
Autres	65				
	66	871	653		653
	67	282 807	230 177	24 189	254 366
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	16 348	14 113		14 113
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	6 000	3 656		3 656
	73	22 348	17 769		17 769
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	74	374 539	352 255	(352 255)	

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l (1)
Granby, Québec

(1) FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique no A104299

DATE 2016-04-07

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		2 044 960
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		<hr/> 2 044 960

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1		2 044 960
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2		
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3		
Total partiel	4		2 044 960
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	7 529	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10 <u>7 529</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11		2 037 431

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>216 017 800</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>218 580 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>217 299 150</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>2 037 431</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>217 299 150</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	[] [] , [9 | 3 | 7 | 6] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalizations 2015	Réalizations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	722 419	496 758	1 788 179
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			597
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	10 000	8 261	
Autres infrastructures	11	20 000	17 806	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		2 519	
Édifices communautaires et récréatifs	14	18 900		
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			145 824
Ameublement et équipement de bureau	18	4 000	11 314	571
Machinerie, outillage et équipement divers	19	10 000		
Terrains	20			90 086
Autres	21			
	22	785 319	536 658	2 025 257

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement

Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		522 825	1 788 776
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		13 833	236 481
	34		536 658	2 025 257

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	425 700		46 400	379 300
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4	187 799		14 433	173 366
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	613 499		60 833	552 666
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	613 499		60 833	552 666
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	613 499		60 833	552 666
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25				
	26	613 499		60 833	552 666
Dette en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	613 499		60 833	552 666

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1	94		
Évaluation	2	35 137	35 445	32 014
Autres	3	23 496	24 176	25 086
Sécurité publique				
Police	4	1 066	2 062	2 011
Sécurité incendie	5	3 429	548	111
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	404	404	871
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11		62 448	54 977
Matières résiduelles	12	216 912	198 706	159 015
Cours d'eau	13	3 729	3 729	15 390
Protection de l'environnement	14		4 524	3 581
Autres	15	67 501	4 435	45 790
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17	616	616	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19	5 200		
Promotion et développement économique	20	17 091	22 291	17 123
Autres	21			5 152
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	6 641	6 859	3 423
Activités culturelles	23	871	653	1 300
Réseau d'électricité				
	24			
	25	382 187	366 896	365 844

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	2,00	40,00	121 721	19 517	141 238
Professionnels	2					
Cols blancs	3	15,00	35,00	139 725	29 149	168 874
Cols bleus	4	5,00	35,00	87 828	16 730	104 558
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	22,00		349 274	65 396	414 670
Élus	9	7,00		53 989	3 467	57 456
	10	29,00		403 263	68 863	472 126

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	111 475	132 140	346 499		590 114
	17	111 475	132 140	346 499		590 114

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1		27		53		79		105		131
Évaluation	2	35 445	28		54	35 445	80	58 316	106	(22 871)	132
Autres	3	413 163	29	50 341	55	463 504	81	17 568	107	445 936	133
	4	448 608	30	50 341	56	498 949	82	75 884	108	423 065	134
Sécurité publique											
Police	5	192 623	31		57	192 623	83		109	192 623	135
Sécurité incendie	6	119 907	32	33 235	58	153 142	84	8 026	110	145 116	136
Sécurité civile	7	33 089	33		59	33 089	85		111	33 089	137
Autres	8	885	34		60	885	86		112	885	138
	9	346 504	35	33 235	61	379 739	87	8 026	113	371 713	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	221 538	36	244 490	62	466 028	88		114	466 028	140
Enlèvement de la neige	11	141 141	37		63	141 141	89		115	141 141	141
Autres	12	28 367	38		64	28 367	90		116	28 367	142
Transport collectif	13	10 928	39		65	10 928	91		117	10 928	143
Autres	14	13 588	40		66	13 588	92		118	13 588	144
	15	415 562	41	244 490	67	660 052	93		119	660 052	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120		146
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121		147
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122		148
Réseaux d'égout	19		45		71		97		123		149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	124 159	46		72	124 159	98		124	124 159	150
Matières recyclables	21	136 995	47		73	136 995	99		125	136 995	151
Autres	22	4 435	48		74	4 435	100		126	4 435	152
Cours d'eau	23	5 902	49		75	5 902	101		127	5 902	153
Protection de l'environnement	24	4 624	50		76	4 624	102		128	4 624	154
Autres	25		51		77		103	1 100	129	(1 100)	155
	26	276 115	52		78	276 115	104	1 100	130	275 015	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	1 028	172		187	1 028	202		217		1 028	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233
Autres	159	616	174		189	616	204		219		616	234
	160	1 644	175		190	1 644	205		220		1 644	235
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	132 406	176		191	132 406	206		221		132 406	236
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222			237
Promotion et développement économique	163	22 291	178		193	22 291	208		223		22 291	238
Autres	164		179		194		209		224			239
	165	154 697	180		195	154 697	210		225		154 697	240
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	229 524	181	24 189	196	253 713	211	60 372	226		193 341	241
Activités culturelles												
Bibliothèques	167		182		197		212		227			242
Autres	168	653	183		198	653	213		228		653	243
	169	230 177	184	24 189	199	254 366	214	60 372	229		193 994	244
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230			245
	171	1 873 307	186	352 255	201	2 225 562	216	145 382	231		2 080 180	246
												17 769

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	536 658	2 025 257
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	536 658	2 025 257

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	455 427	1 728 478
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	455 427	1 728 478
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	454 102	445 419
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		(1 718 470)
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	454 102	(1 273 051)
Solde à la fin de l'exercice	12	909 529	455 427
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13		
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15		
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21		
Solde à la fin de l'exercice	22		
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	229 578	202 562
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	229 578	202 562
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	82 016	72 016
Activités d'investissement	27	(17 640)	(45 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	64 376	27 016
Solde à la fin de l'exercice	31	293 954	229 578

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
	51	
Solde à la fin de l'exercice	52 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56	(7 572)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	
	60	(7 572)
Solde à la fin de l'exercice	61	(7 572)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62	6 909 083
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	5 264 800
Solde redressé au début de l'exercice	64	6 909 083
64	6 909 083	5 264 800
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	65	
Excédent de fonctionnement affecté	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67	229 205
	68	1 644 283
Solde à la fin de l'exercice	68	7 138 288
	68	6 909 083

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>300 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>300 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>300 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 ()	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15	16	17	18	19 ()	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 7 | 8 | 0 | 6 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| 0 | , | 0 | 4 | 9 | 4 | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	[] [] [] , [] [] \$
Égout	2	[] [6] [7] , [0] [0] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5	[1] [5] [5] , [0] [0] \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Déchets domestiques	125,0000	4	
Écocentres	45,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	309 307	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____	22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 136, RUE PRINCIPALE
(no) (rue)
SAINTE-CÉCILE-DE-MILTON J0E 2C0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 378-1942
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 378-4621
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mun@stececiledemilton.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom PIERRE BELL

Téléphone (450) 378-1942
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 378-4621
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dirgen@stececiledemilton.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L/s.r.l.

Titre COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

Adresse 190, RUE DÉRAGON
(no) (rue)
GRANBY J2G 5H9
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 372-3347
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 372-8643
(ind. rég.) (numéro)

Courriel magariepy@deloitte.ca

Responsable du dossier MARIO GARIÉPY, FCPA, FCA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ _____
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Pierre Bell , atteste que le rapport financier de Sainte-Cécile-de-Milton pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-07 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Sainte-Cécile-de-Milton .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sainte-Cécile-de-Milton consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Sainte-Cécile-de-Milton détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 740 111 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,9376 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-06 13:50:30

Date de transmission au Ministère : 2016/04/12

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Sainte-Cécile-de-Milton

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	2 809 463	2 504 803	2 562 511
Investissement	2		478 639	35 716
	3	2 809 463	2 983 442	2 598 227
Charges	4	2 422 353	2 243 331	2 199 979
Excédent (déficit) de l'exercice	5	387 110	740 111	398 248
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	478 639 ) (	35 716)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	387 110	261 472	362 532
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	374 539	352 255	308 676
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	46 400 ) (	60 833 ) (	48 943)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	668 233 ) (	32 807 ) (	198 088)
Excédent (déficit) accumulé	12	(47 016)	(82 016)	(72 016)
Autres éléments de conciliation	13		16 031	93 258
	14	(387 110)	192 630	82 887
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		454 102	445 419

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Actifs financiers			
Débiteurs	1	792 211	340 161
Autres	2	562 975	546 574
	3	1 355 186	886 735
Passifs			
Dette à long terme	4	547 646	611 799
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	172 056	214 305
	7	719 702	826 104
Actifs financiers nets (dette nette)	8	635 484	60 631
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	7 483 492	7 301 742
Autres	10	215 223	231 715
	11	7 698 715	7 533 457
Excédent (déficit) accumulé	12	8 334 199	7 594 088

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	909 529	455 427
Excédent de fonctionnement affecté			
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23		
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	293 954	229 578
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 ()	(
Financement des investissements en cours	27	(7 572))
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	7 138 288	6 909 083
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	8 334 199	7 594 088

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	2 012 344	2 044 960	2 091 628
Compensations tenant lieu de taxes	2	21 885	18 414	16 577
Quotes-parts	3			
Transferts	4	550 562	111 475	136 827
Services rendus	5	126 672	145 382	141 543
Autres	6	98 000	184 572	175 936
	7	2 809 463	2 504 803	2 562 511
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10		478 639	12 000
Autres	11			23 716
	12		478 639	35 716
	13	2 809 463	2 983 442	2 598 227

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale						
Évaluation	1	35 437	35 445		35 445	32 286
Autres	2	483 695	413 163	50 341	463 504	480 644
Sécurité publique						
Police	3	194 508	192 623		192 623	192 213
Sécurité incendie	4	124 717	119 907	33 235	153 142	147 959
Autres	5	31 935	33 974		33 974	33 503
Transport						
Réseau routier	6	436 499	391 046	244 490	635 536	572 625
Transport collectif	7	10 929	10 928		10 928	13 564
Autres	8	13 910	13 588		13 588	12 654
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9					
Matières résiduelles	10	279 307	265 589		265 589	259 781
Autres	11	11 253	10 526		10 526	20 296
Santé et bien-être	12	2 116	1 644		1 644	994
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	96 062	132 406		132 406	149 330
Promotion et développement économique	14	22 291	22 291		22 291	17 123
Autres	15					
Loisirs et culture	16	282 807	230 177	24 189	254 366	247 513
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	22 348	17 769		17 769	19 494
Amortissement des immobilisations	19	374 539	352 255	(352 255)		
	20	2 422 353	2 243 331		2 243 331	2 199 979

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3